Ne pas rester l’arme au pied

vendredi 27 mars 2020, par Jean-Louis ERNIS

L’Histoire avec un grand « H » nous a montré au cours du 20ème siècle que le capital n’observe aucune trêve quant à sa domination sur le monde du travail, y compris dans les périodes les plus sombres.

La pandémie qui s’abat sur notre planète ne fait, hélas, pas exception.
Je dois dire que je n’avais pas imaginé, il y a encore deux mois, qu’un virus nous obligerait à mettre un genou à terre. Je parle du confinement.
J’étais convaincu qu’un crash financier et, au bout du compte, économique et social, devenait évident mais une pandémie, pas du tout.
Je n’ajoute rien à ce qu’ont écrit, récemment sur ce sujet, Jacques et Denis, car je partage leurs analyses.
Par contre, je suis abasourdi du quasi silence des Confédérations ouvrières, celles issues du Congrès de Limoges, les autres ne sont que des OPG (Organisations Pro-Gouvernementales) face à la remise en cause du droit fondamental en matière de durée du travail (avec ou sans heures supplémentaires majorées de combien ?) du droit au repos entre deux vacations, du droit au repos dominical, du droit aux congés payés etc… etc…
Le discours du gouvernement d’il y a quelques jours se voulait rassurant en matière salariale. Chômage partiel, pas de problème, l’Etat paiera. Puis, au fur et à mesure que les jours s’écoulent, les exceptions affluent s’agissant de l’engagement de l’Etat !
En matière de liberté individuelle, la volonté est clairement énoncée. En utilisant un paravent scientifique, le Président Macron ambitionne de mettre en place un système utilisé par la « grande » démocratie chinoise, le suivi des porteurs du virus par un smartphone.

Et demain, pourquoi pas le suivi des individus en bonne santé ?
A n’en pas douter, nous ne sommes pas au bout de nos surprises.
Même si, paraît-il, les applaudissements aux fenêtres à 20 H pétantes apportent un réconfort moral aux soignants, personnellement je considère que cela doit faire rire celles et ceux qui se sont donnés pour objectif de détruire l’hôpital public. D’autant que d’autres personnels sont également exposés, les personnels des EHPAD, des services d’aides à domicile, des services de sécurité, les personnels pénitentiaires, les personnels d’enlèvement des déchets etc… etc…
Et pour ceux-là que fait-on ? On tape des pieds à 21 H !
Même les cathos s’y sont mis avec la sonnerie des cloches !

Il aurait été préférable que celles et ceux qui se tapent dans les mains ou qui « soutiennent » ces personnels par messages envoyés de leurs smartphones, confortablement installés dans leur salon, répondent aux appels à manifester physiquement dans les rues depuis plus d’un an en soutien au personnel hospitalier.
Le capital ne recule devant rien, la preuve.
Les librairies indépendantes sont fermées, mais Amazon continue son business et son exploitation ouvrière. Son ambition de gagner un monopole total sur les livres n’est pas en mode petite vitesse. N’est-ce pas un ancien ministre de la macronie qui déclarait, voici quelques mois, quand Amazon crée un emploi, il en détruit 2,2 dans les librairies traditionnelles ?

Les marchés à l’air libre, permettant un espacement règlementaire des consommateurs, sont interdits sauf demande du maire au Préfet, ce que peu de maires font, refusant d’endosser la responsabilité d’une transmission du virus, mais les super et hypermarchés restent ouverts !
La consommation des produits venant des quatre coins de la planète sont, de fait, vivement encouragés, alors que les productions locales, la plupart du temps bio, pourriront sur place.

Hier, mercredi 25 sur France Inter, suite aux propos d'un auditeur qui reprochait au pouvoir de favoriser l'agriculture productiviste défendue par la présidente de la FNSEA, le président du Sénat, Gérard Larcher, répondait « je ne pense pas que Mme Lambert défende l'agroalimentaire » Le productivisme et ses suppots ne baissent pas la garde.
Autre fait marquant, voilà que la Chine vole au secours de l'Europe distribuant des masques à l'Italie. Sans arrière-pensées, bien entendu ! L'empire du milieu n'oublie pas que l'Europe est un bon client pour l'usine du monde. Il y a encore des ports à acheter, notamment en Italie, Gênes n'est qu'un début. Il sait aussi que d'ici quelque temps, il y aura des aéroports à acheter. L'aéroport de Toulouse a été l'occasion d'une belle plus-value.
Autre indice montrant que le capital mondialisé ne désarme pas, jeudi matin 26 mars, l'économiste Daniel Cohen, invité de France Inter, expliquait qu'au bout du compte le grand vainqueur de cette pandémie pourrait être le commerce en ligne et plus généralement l'activité en ligne.
Et on repart pour un tour, d'ailleurs déjà les valets médiatiques de la mondialisation heureuse préparent l'opinion publique en indiquant qu'après cette pandémie, une autre pourrait arriver d'ici un an.

Ainsi, les mesures d'exception pourraient rester d'exception mais sur le long terme, le très long terme. Le temps qu'il faudra !!!
La situation me paraît suffisamment préoccupante, pour ne pas dire grave, pour rester l'arme au pied. Que le monde médical supplie au rejet de la polémique, nous devons le comprendre, sa mission dans cette affaire est de sauver des vies. Modestement, nous devons l'aider par le confinement, puisque selon les scientifiques le virus se transmet par la proximité des individus mais, en tant que convaincus de la lutte de classes, nous devons prendre conscience que nos conditions de vie sociale sont clairement menacées.

Le Président de la République se plait et se complait dans la rhétorique du « nous sommes en guerre » mais de quelle guerre parle-t-il ? Quels pourraient en être les dégâts collatéraux ?
Il devient urgent que les confédérations ouvrières aient un discours sinon unitaire, au moins commun. Constatant une pandémie mondiale et donc européenne, la Confédération Européenne des Syndicats doit avoir une position à la hauteur des enjeux d'autant qu'il ne doit pas y avoir que le gouvernement français qui taille dans les acquis sociaux.

Les organisations syndicales françaises présentes récemment dans le conflit de la réforme des retraites doivent, en commun et unanimement, s'opposer clairement à la remise en cause des acquis sociaux. N'offrons pas au pouvoir ultralibéral la division du monde ouvrier.
Le gouvernement a-t-il mis entre parenthèse la réforme de l'impôt sur les grandes fortunes ? Non, bien sûr.
Projette-t-il de modifier l'actionnariat, par nature, improductif ?
Non, bien sûr.
Alors !
Les parlementaires de l'opposition de gauche, LFI et PCF, n'ont pas voté le plan des ordonnances du pouvoir Macron/Philippe. Si de son côté et dans le respect de la Charte d'Amiens, les organisations syndicales aux origines du Congrès de Limoges de 1895 restaient l'arme au pied, le discrédit à leur endroit serait durable et indélébile.